

## Train bloqué : les militants s'autodénoncent

Un collectif breton avait bloqué un train de céréales, en mars, dans le Morbihan. Hier, un avocat du collectif a déposé une liste de noms.



*Une cinquantaine d'activistes avaient construit un muret pour bloquer la voie ferrée qui mène à l'usine Sanders, à Saint-Gérand (Morbihan), samedi 19 mars. Ils ont aussi ouvert les vannes des wagons d'un train de céréales qui arrivait, pour en faire la fuite.*

PHOTO : ARCHIVES OUEST FRANCE

Le collectif Bretagne contre les fermes-usines avait mis au point, le samedi 19 mars, une action de dénonciation de l'agro-industrie bretonne. Aux aurores, ce jour-là, en érigant un muret en travers de la voie, une cinquantaine de ses membres avait bloqué un train de céréales à destination du site Sanders de Saint-Gérand (Morbihan). Des céréales destinées à alimenter l'élevage industriel, dont une partie est, ce matin-là, déversée sur la voie ferrée.

Le second acte de cette action principale est intervenu hier, au cœur de l'été. Par une intervention symbolique face aux grilles du tribunal de Lorient.

Quatre personnes ont été placées sous contrôle judiciaire, commente l'avocat Maître Bouquet, avocat au barreau de Rennes, mandaté par le collectif. « J'ai remis au magistrat chargé de l'instruction une liste de 20 autres personnes qui attestent avoir participé à l'action de blocage du train de céréales. Toutes indiquent se tenir à la disposition des autorités judiciaires et précisent ce qui les a poussés à agir solidairement ».

Des motivations exprimées haut et clair à Lorient, ce mercredi lors des tribunes improvisées devant le tribunal d'instance. Lors d'un rassemblement d'une cinquantaine de per-

sonnes, déterminées à faire entendre leur colère face à l'agro-industrie autant que leurs espoirs dans une agriculture raisonnée.

« Cette agro-industrie mène à l'impasse, plaident les membres du collectif. Il y a urgence absolue d'alerter sur les conséquences de cette agro-industrie sur la biodiversité. Mais les dirigeants de notre pays font la sourde oreille. Nous n'avons plus d'autres solutions, en tant que citoyens, que d'appeler à la désobéissance. Nous devons lutter afin de faire dérailler un système qui gorge nos sols et nos eaux de nitrates et de pesticides. Un système qui détruit le sens du travail paysan, alors que l'agroécologie a la capacité de faire vivre notre planète. »

Le dossier du blocage du train de Saint-Gérand, est donc aujourd'hui à l'instruction. « Sans échéance précise pour l'instant, indique Maître Bouquet. Aujourd'hui quatre personnes risquent des poursuites pour destruction en bande organisée notamment ». Quel sera l'impact de cette action inédite, non violente et à visage découvert, menée ce mercredi à Lorient ? Difficile à mesurer à ce jour.

Pierre WADOUX.